

# Mobilisation partisane dans la ville de Maroua à l'extrême-nord Cameroun et révolution des charters dans un contexte médiatique nouveau.

Stanislas, VROUMSIA BAMHIRIMOU  
Doctorant, Université de Maroua (Cameroun)  
vrouma@gmail.com

## Résumé

*L'Extrême-nord du Cameroun compte aujourd'hui environ 4.186 844 habitants, soit 18% de la population totale du pays, pour environ 70% de jeunes ayant moins de 30 ans (Bucrep, 2017). Cette région constitue aux yeux des hommes politiques un bassin électoral très important. L'avènement du multipartisme au début des années 1990 suivi de l'organisation des premières élections pluralistes en 1992 avaient suscités beaucoup d'espoir particulièrement chez les jeunes. En effet, les acteurs politiques d'antan en l'absence d'un champ médiatique pluriel, se sont illustrés forts malheureusement par des pratiques antidémocratiques pour se maintenir aux affaires. Or, la démocratie et le contexte géopolitique d'aujourd'hui marqué par l'omniprésence de nouveaux médias appellent à un changement de paradigmes dans la gouvernance. Les acteurs politiques sont désormais astreints aux respects de certains principes de l'orthodoxie démocratique dans la gestion de la cité. L'objectif est de documenter et d'analyser les stratégies de mobilisation partisane des jeunes dans un contexte où les réseaux sociaux imposent aux gouvernants de nouveaux comportements vis-à-vis des citoyens. Une démarche fondamentalement qualitative qui repose sur l'observation directe, et des entretiens semi directifs nous a permis de collecter les données afin d'opérer des analyses objectives. Une étude menée auprès des leaders politiques locaux, des responsables en charges de l'organisation des élections dans la ville de Maroua ont constitué nos cibles principales. Les résultats et conclusions qui découlent de cette étude montrent que, l'omniprésence du numérique aujourd'hui dans l'arène politique n'est plus favorable aux phénomènes des charters et contraint les acteurs politiques à s'arrimer à la modernité et à la dynamique géopolitique.*

*Mots clés : Mobilisation partisane, charters, contexte médiatique.*

## Abstract

*The Far North of Cameroon today has approximately 4,186,844 inhabitants, or 18% of the country's total population, for nearly 70% young people under 30 (Bucrep, 2017) and constitutes, in the eyes of politicians, a huge electoral basin. The advent of the multiparty system in the early 1990's followed by the*

*organization of the first pluralist elections in 1992 had raised a lot of hope, particularly among young people. Indeed, the political actors of yesteryear, in the absence of a plurality of the media field, very unfortunately became known for undemocratic practices to stay in office. However, democracy and the geopolitical context today marked by the omnipresence of new media call for a paradigm shift in governance. How are political actors now required to respect certain principles of democratic orthodoxy in the management of city affairs? The objective this study is to document and analyze the partisan mobilization strategies of young people in a context where social networks impose new behaviors on leaders towards citizens. A fundamentally qualitative approach based on direct observation and semi-structured interviews allowed us to collect data in order to carry out objective analyses. A study carried out among local political leaders and those responsible for organizing elections in the city of Maroua constituted our main targets. The findings and conclusions resulting from this study show that the omnipresence of digital technology today in the political arena is no longer favorable to the charter phenomena and compels political actors to align with modernity and geopolitical dynamics.*

*Keywords : Partisan mobilization, charters, media context.*

---

## **Introduction**

La géopolitique sans cesse dynamique appelle aujourd’hui l’ensemble des acteurs politiques mondiaux à un ajustement permanent face aux nouveaux défis à la fois sécuritaires, économiques, sanitaires, environnementaux, stratégiques et politiques. L’Afrique particulièrement polarise tous les enjeux au regard de sa population de plus en plus croissante et l’énorme richesse naturelle dont elle dispose. Selon le rapport des nations Unies sur la situation régionale en 2017, les jeunes constituent le moteur de la prospérité collective et l’Afrique dans moins de trois générations, devrait compter plus de 40 % de la jeunesse mondiale. Ce potentiel humain au Cameroun et singulièrement dans la ville de Maroua interpelle les décideurs locaux à se pencher sur les problématiques des jeunes aujourd’hui. Ainsi, au lendemain de l’effondrement du mur de Berlin en 1990, en passant par les programmes d’ajustement structurels (PAS) imposés par le Fond Monétaire International (FMI) et la Banque Mondiale aux Etats Africains, suivi de la sévère récession économique en 2008, et aujourd’hui la technologie du

numérique qui n'échappe à aucun secteur, impose aux acteurs sociaux des réajustements dans la gouvernance.

Ainsi donc, la décennie 1990 marque l'avènement du multipartisme au Cameroun comme dans la plupart des Etats Africains. Périodes malheureusement jonchées de pratiques antidémocratiques entretenues par l'élite politique pour se maintenir aux affaires notamment lors des différents scrutins organisés. L'une des pratiques justement qui polarise notre attention dans la présente étude c'est le phénomène des charters. Il consiste effectivement à la mobilisation et au transport de jeunes vers les bureaux de votes périphériques afin que ces derniers puissent voter en lieu et place des citoyens répondant aux conditions prévues par la loi. Cette pratique a prospéré pendant toute la décennie 1990 du fait de l'absence des réseaux sociaux par exemple comme cela est le cas aujourd'hui. Le contexte généralisé du numérique avec internet et les médias sociaux rendent la tâche très ardue pour la reproduction et la perpétuation de cette pratique. Des innovations technologiques et communicationnelles quasi incontournables certes pour la mobilisation des masses, mais aussi une véritable épée de damoclès au-dessus de la tête des gouvernants et puissants vecteurs de transformations sociales. Le constat qui se dégage c'est que l'omniprésence et la pluralité des medias depuis le début des années 2000 a changé fondamentalement la manière de consommer l'information, et cela a eu non seulement comme conséquence l'accès permanent à l'information, mais également a créé une véritable addiction des jeunes aux téléphones androids particulièrement.

Dans cette dynamique tout azimut, les jeunes demeurent au cœur de ces problématiques tant ils usent au quotidien ces nouveaux instruments de communication parfois sans retenue. Ainsi, « la quantité incommensurable d'informations sur le Web crée un effet de bruit de fond où les informations pertinentes sont noyées dans une mer de désinformation, d'informations redondantes ou contradictoires et de divertissement » (Yu *et al.*, 2006). Il est donc claire que l'ensemble des activités humaines reste liées au NTIC, l'arène politique elle aussi n'échappe au contexte tant elle s'en sert en termes de mobilisation des masses, que dans la déstabilisation des adversaires politiques.

La juxtaposition de toutes ses réalités nous amène à poser un regard critique sur une problématique transversale au regard du contexte tout azimut du numérique, mais davantage à la gouvernance contemporaine des politiques. Dans ce sillage, deux questions ont constitué les axes majeurs de notre analyse à savoir :

1- Comment à partir des nouveaux médias, la gouvernance politique a-t-elle été contrainte à s'ajuster tant au niveau de la mobilisation citoyenne qu'au niveau de certaines pratiques antidémocratiques ?

2- Les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans le champ socio-politique constituent-elles pour les acteurs sociaux un moyen de contrôle des politiques ? La réponse à ces questions nous a permis de fournir à termes une documentation sur les réalités socio-politiques vécues aux premières heures de la démocratie, mais aussi à la rupture qui s'en est suivie dès l'avènement des TIC dans les années 2000 au Cameroun.

La clarification des concepts demeure l'une des exigences clés en sciences sociales et selon (Durkheim, 1979), elle est la première démarche à entreprendre pour le sociologue afin que l'on sache bien de quoi il est question. Ainsi donc, le concept de « charters » dans la présente étude renvoie à la mobilisation physique et au transport des personnes vers des bureaux de votes périphériques afin que ces derniers votent en lieu et place des citoyens régulièrement inscrits sur le fichier électoral. Il s'agit d'une fraude électorale à grande échelle orchestrée par l'élite politique centrale et locale. L'objectif étant de booster, d'augmenter quantitativement les suffrages au profit de ce qui les commandites. La mobilisation partisane en revanche renvoie elle à l'action de convaincre, d'amener de potentiels membres à adhérer à l'idéologie, voire à la cause d'un parti politique. Ainsi défini, la Sociologie dynamiste et générative de George Balandier, nous a permis de montrer l'impact des « dynamiques du dehors » sur le comportement de l'élite politique dirigeante aujourd'hui dans un contexte du numérique et de nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Une démarche méthodologique essentiellement qualitative qui repose sur l'observation directe, des entretiens semi-directs afin de parvenir à une analyse objective. En effet, dans les sciences sociales de manière générale et particulièrement en Sociologie, l'observation directe est considérée comme la technique de collecte de données la

plus fondamentale tant elle permet d'entrer en contact direct avec le fait social étudié ou avec la réalité sociale en question. Ainsi, notre observation directe s'est focalisée sur trois principes à savoir : « percevoir, mémoriser et noter les faits » (Beaud et Weber, 1997).

Il a été question pour nous d'observer justement que la pratique des charters ayant cours pendant la décennie 1990 jusqu'au début des années 2000, n'est plus courante de manière systématique. Les scrutins législatifs et municipales couplés de 2020 et même la présidentielle de 2018 telles que vécues dans la ville de Maroua en est une parfaite illustration. Il a été également observé que les jeunes d'aujourd'hui s'informent davantage à partir des smart phones, des réseaux sociaux ce qui amène les acteurs politiques de plus en plus à utiliser ces instruments de communication pour leur adresse et même pour leur visibilité. Le changement d'attitudes et de prudence des acteurs politiques face au phénomène des charters est évident à l'observation.

Les entretiens semi-directifs quant à eux nous ont permis à travers un guide d'entretien préalablement conçu, de nous entretenir en tête à tête avec les catégories cibles suivantes : les leaders politiques choisis sur la base de leur représentativité sur l'échiquier politique local, les chefs d'antenne Elecam et quelques élites politiques dans la ville de Maroua pour un échantillon de 15 enquêtés. Il ressort globalement que l'ère du numérique au début des années 2000 a révolutionné véritablement les comportements et les attitudes sociales, mais aussi impacté sur la gouvernance politique et électorale.

Les données recueillies après transcriptions ont été regroupées par items dans une matrice, puis ont fait l'objet d'une analyse. Cette opération a consisté spécifiquement à classer les données en fonction des différents thèmes afin de faciliter l'interprétation des différents résultats de terrain. De façon générale, si selon une opinion, l'impact du numérique sur le plan politique est certain et indéniable, il n'en demeure pas moins que ces nouveaux médias constituent des avancées en termes de gouvernance électorale. Nous avons confronté cette idée aux données récoltées sur le terrain afin d'en tester la validité. Les différents moyens d'informations et d'attractions des acteurs demeurent ainsi le téléphone android à travers les plateformes, les réseaux sociaux, les tweets, et les posts video etc..

Cette étude s'est déroulée au Cameroun, dans la région de l'Extrême-Nord et plus précisément dans la ville de Maroua, constituée de trois arrondissements en l'occurrence l'Arrondissement de Maroua 1<sup>er</sup>, l'Arrondissement de Maroua 2<sup>ème</sup>, et enfin l'Arrondissement Maroua 3<sup>ème</sup>. Une ville qui s'étend sur une superficie de 4140 Km<sup>2</sup> avec une population d'environ 444 559 habitants (MINEPLAT, 2019).

## I. Libéralisation du champ politique au Cameroun

### *1.1. L'avènement du multipartisme*

Profondément marqué par des crises et revendications sociales, le début des années 1990 reste une année charnière dans l'histoire du Cameroun tant elle pose les jalons de la démocratie et marque une certaine rupture. La loi n° 90/053 du 19 décembre 1990 relative à la liberté d'association va conduire effectivement le Cameroun non seulement vers le multipartisme, mais vers ses premières élections concurrentielles dès 1992. Cela va drainer évidemment avec elles une série de conséquences dont l'une des plus importantes est la création en cascade de partis politiques et aujourd'hui l'on en dénombre trois cent trente-deux partis politiques légalement autorisés (MINAT, 2021). Dans ce contexte, la participation électorale des citoyens au regard de cet environnement politico-médiatique nouveau connaîtra également d'énormes mutations. Mutations à la fois des mentalités, des attitudes, des comportements, mais davantage l'on observera résurgence de clivages communautaires et des ruptures aux seins des familles. Les villes mortes, les appels à l'incivisme fiscal, les memoranda etc. vont meubler et rythmer la vie politique nationale, avec comme acteurs de premier plan des jeunes motivés, optimistes, mais aussi à bien des égards instrumentalisés. Manipulés ou boucs émissaires, les jeunes vont jouer un rôle central dans cette dynamique en dépit d'une situation où le chômage atteint sa vitesse de croisière, et où aucune alternative n'est toujours pas possible si ce n'est le secteur informel constitué de petits métiers qui s'offre à eux.

Le Cameroun loin de vivre en vase clos et replié sur lui-même, est animé sur la scène politique interne jusqu'à la fin de la décennie 1980 par un seul parti politique l'Union Nationale Camerounaise (Unc).

Par la suite, il s'est vu progressivement submergé par de vives concurrences avec plusieurs formations politiques dès le début des années 1991 qui augurait une nouvelle ère et n'aspiraient qu'au changement, ainsi, « les acteurs ne doivent pas se réduire à un rôle mécanique d'électeurs ; au contraire, leurs activités politiques doivent produire des satisfactions ». (Nna, 2001). Cette renaissance démocratique il faut le dire, a été marquée par une réticence des acteurs politiques en place face aux « dynamiques du dehors » pour reprendre Balandier notamment l'avènement de la démocratie. Tout changement étant par ailleurs difficile, les pressions viendront des pays occidentaux, des institutions tels la banque mondiale et le Fond Monétaire International avec plusieurs conditionnalités liées aux financements des projets de développement et de la problématique de la dette.

### *1.2. Perception du multipartisme par les acteurs locaux*

La perception que les acteurs ont de la démocratie et du processus démocratique au Cameroun à cette époque demeure contradictoire à leur idéologie qui repose sur des stéréotypes visant fondamentalement au partage du pouvoir. Hostiles aux idées contradictoires, l'élite dirigeante va effectivement être confrontée aux soubresauts divers, ce qui évidemment va créer des frustrations et des contestations dans tout le pays. Villes mortes, incivismes fiscales, grèves diverses font ainsi naître et contraindre les dirigeants en place à se soumettre et d'accepter la contradiction. La perception naît aussi de cette réticence du partage et du contrôle du pouvoir politique, mais aussi des mécanismes d'accès aux positions privilégiés et à l'exercice de ce pouvoir indépendamment des moyens d'accessions etc. Cette propension au pouvoir politique, au refus de la contradiction et par conséquent au multipartisme sera combattue mais réussira son chemin contre vent et marée. Ainsi,

L'Africain aime singulièrement le trône. Il considère le pouvoir comme une fin en soi. Il adore les commandes et l'autorité. Il aime souverainement donner des ordres et se faire obtempérer. Il aime qu'on lui tarde des éloges et des louanges qu'il sanctionne en retour par des largesses financières. Il vénère qu'on le vénère. Et à force d'être adulé, il finit toujours par se forger un mythe autour de lui, ce qui lui permet d'inspirer la peur auprès de ses semblables, afin

de mieux conforter et maintenir sa posture d'autorité.  
(Babou, Diatta, 2012).

### ***1.3 L'environnement socio-politique***

L'environnement socio-politique dans la ville de Maroua reste marqué par une dynamique à la fois structurelle, mais aussi des acteurs dans un contexte de crise de confiance et de suspicion tout azimut. Les séquelles des embastillements et des tortures du régime colonial et post colonial encore présentent dans les esprits s'estompent progressivement. L'on retrouve dans la ville de Maroua une dizaine de formations politiques qui entretiennent plus ou moins des rapports sincères, mais aussi vicieux et belliqueux. L'administration jouant à cet effet un rôle de contrôle et d'encadrement qui, pour certains observateurs se fait à géométrie variable. Le Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais (Rdpc) parti au pouvoir, anime avec le Front du Salut National Camerounais (Fsnc) de Monsieur Tchiroma, de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (Undp), de Bello Bouba Maigari, de l'Alliance pour la Démocratie et le Développement (Add) de Monsieur Garga Haman Adji, de l'Alliance Nationale pour la Démocratie et le Développement (Andp) de Monsieur Hamadou Moustapha, et le Mouvement pour la Défense de la République (Mdr) de Monsieur Dakolé de regretté mémoire la scène politique au niveau de la ville de Maroua etc.. L'échiquier politique local connaît cependant une reconfiguration depuis les récentes élections législatives et municipales couplées de 2020. Par exemple, le conseil municipal de la commune de Maroua 1<sup>er</sup> connaît à la suite de ces récentes élections, dix-neuf nouvelles figures sur les trente-cinq Conseillers municipaux avec une moyenne d'âge de 30 ans contrairement à l'exécutif de 2015 (déclaration d'un Conseiller municipal de cette Commune). Trois partis politiques coexistent au sein de ce conseil nonobstant l'hégémonie du Rdpc. Par contre l'exécutif municipal de la Commune de Maroua 2<sup>ème</sup> bascule en 2020 entièrement aux mains du Fsnc en même temps que la députation dans le Diamaré centre. L'un des grands barons est ainsi déboulonné après plus d'une quarantaine d'année aux affaires à la tête de cette section et député par ailleurs.

### *1.4 Elite politique locale et pratiques*

Le concept d'élite a connu ces trente dernières années de profondes mutations suscitant plusieurs débats sur la qualité, mais aussi sur le rôle de cette catégorie sociale privilégiée. Ainsi, ce concept prend en compte aussi bien le milieu (social, territorial, entre autres) d'où est issue l'individu, que les acteurs qui la composent, ou encore le terrain au sein duquel elle manifeste sa prééminence. Selon Kadiatou Diallo, il existe presque conventionnellement en Afrique trois catégories d'élites à savoir l'élite intellectuelle, l'élite traditionnelle et enfin l'élite politique. Cette dernière est celle qui a infiltré l'appareil de l'Etat et donc mérite dans ce cadre d'étude un intérêt particulier. Cette nomenclature correspond bien à la réalité du type d'élite que nous observons sur le plan local dans la ville de Maroua singulièrement et, au Cameroun en général. L'élite politique dont il est question dans cette étude désigne in fine la minorité de ceux qui dirigent ou qui exercent un pouvoir d'influence sur les affaires publiques.

En réalité dans notre société, l'élite politique à tendance à se confondre à l'élite économique. Cette seconde catégorie du fait de son capital économique important, doit pouvoir faire les « yeux doux » au politique en contribuant au financement du parti pour que prospère ses affaires et être ainsi loin des tracasseries fiscales et autres. C'est ce que Gaetano (1896) qualifie de "classe politique dirigeante" pour montrer cette minorité qui détient le pouvoir dans la société. La réalité dans la ville de Maroua pour illustrer ces analyses, c'est la présence de certains opérateurs économiques, membres influents du parti au pouvoir qui, à travers leurs attitudes sont à même d'orienter certaines politiques publiques vers tel ou tel localité. Ils cooptent où parrainent des jeunes par exemple dans les cercles de décisions ou dans certains concours administratifs se déroband de la compétence etc..

## **II. Le phénomène des charters comme stratégie politique**

La remise en question permanente du code électoral souhaité par certains acteurs politiques et une partie de la société civile camerounaise, la question de la transparence et de la crédibilité des élections est une réalité et se pose depuis quelques années. Seulement, au lendemain des premières élections pluralistes dès

1992, ces différentes récriminations à l'endroit du pouvoir centrale ont parallèlement fait l'objet des contentieux post électoraux. C'est dire qu'au-delà de cette imperfection dans la gouvernance électorale, il s'est construit le phénomène des charters comme stratégie politique pour gagner frauduleusement les élections. Fondé sur la mobilisation d'électeurs non-inscrits ou sans cartes de vote, que l'on transporte à bord de bus et de camions en vue de voter généralement dans des localités de banlieues avec pour seule finalité l'augmentation du suffrage. C'est ainsi que l'on a observé qu'avant l'instauration de la biométrie par Elecram en 2016, certaines personnes pouvaient, détenir plusieurs cartes d'électeurs et voter plusieurs fois sans s'être inquiété surtout pour le parti au pouvoir etc... L'on ne dit pas ici à propos que cette pratique a disparue fondamentalement, mais elle a été considérablement réduite à sa simple expression au regard de nouveaux mécanismes de contrôles et l'omniprésence des médias tels internet et ses variantes. Le bourrage des urnes reste cependant décriée par certains partis de l'opposition, ainsi que la falsification des procès-verbaux etc..mais il n'en demeure pas moins que seul un véritablement engagement politique des jeunes et des femmes peuvent impulser le changement par-delà tout. Il faut dire également que cette pratique a prospéré (charters) parce que les jeunes particulièrement sont plus malléables, instrumentalisés et ne comprennent pas toujours les enjeux politiques.

### ***II.1 La Carte Nationale d'Identité (CNI), un préalable clé à la participation politique***

Pièce majeure et même indispensable à la citoyenneté après l'acte de naissance, la Carte Nationale d'Identité dont l'importance n'est plus à démontrer à la fois sur le plan personnel et politique se pose avec acuité en termes d'acquisition dans la ville de Maroua. Son obtention constitue un véritablement parcours du combattant dans notre pays depuis une dizaine d'année. Le lancement en août 2016 de la nouvelle Carte Nationale d'Identité dite informatisée, illustre certes la volonté des autorités à renforcer la sécurité sur le territoire en luttant en particulier contre l'usurpation d'identité et la fraude documentaire, mais elle n'en constitue pas une garantie transparente pour de nombreux observateurs. Il n'est pas anodin d'observer qu'aujourd'hui plusieurs Camerounais possèdent autant de Cartes

Nationale d'Identité que l'on se demande si son obtention est encore sécurisée comme le disent les autorités. Ce glissement à vouloir offrir ce sésame à tous les camerounais en âge de voter dès 2011 à la veille d'une élection présidentielle, a ainsi ouvert un boulevard à toutes les fraudes et usurpation d'identité possible.

Ainsi, la production gratuite de la Carte Nationale d'Identité en 2011 a permis d'enrôler plusieurs étrangers dont le but sous-jacent pour le politique était de gagner une légitimité politique lors de cette élection. La communauté internationale et certains observateurs avaient fait observer en son temps que gagner une élection présidentielle en 2011 avec un pourcentage de 56% (Onel, 2011) manquait de légitimité populaire et donc non crédible. La création et la décentralisation de postes d'identification de ce précieux sésame constitue certes un avantage pour de nombreux jeunes ayant atteint l'âge électoral et de pouvoir s'inscrire sur le fichier électoral. Cependant, plusieurs jeunes dénoncent le fait qu'ils ont du mal à entrer en possession de l'original de cette pièce malgré l'authenticité des documents fournis. Il est important de relever que dans la ville de Maroua, il existe trois postes d'identification pris d'assaut tous les jours par des citoyens en quête de ce précieux document. Si la prolifération des documents falsifiés tels que les actes de naissances ont gagné en intensité, la production et la délivrance de la CNI butte du fait qu'à la base également, certains camerounais détiennent plusieurs identités nous a confié un officier de police, chef de poste d'identification dans la ville. C'est pourquoi l'on observera que certains citoyens disposent d'un ou plusieurs récépissés avec des prolongements interminables de date d'expiration (entretien réalisé le 21 mai 2021 avec un officier de police, chef de poste d'identification). Les différents chefs d'antennes Elecama nous ont également confié à la suite que l'absence de la Carte Nationale d'Identité constituait un facteur très limitant aux inscriptions pour plusieurs citoyens dans le fichier électoral (entretien réalisé avec un responsable d'Elecama, Maroua, 17 juin 2021).

## ***II.2. L'argent, un appât politique***

La place de l'argent en politique a toujours et continue encore de susciter un réel intérêt chez les observateurs et acteurs de la vie politique nationale et internationale. L'évocation de l'argent dans la

sphère politique, provoque chez les citoyens les plus éclairés à parler de corruption, de pots de vin, de discriminations, de traitement inéquitable etc... Au-delà des promesses sommes toutes démagogiques faites aux populations pendant les périodes de campagnes électorales, l'argent circule en espèces sonnantes et trébuchantes. S'il est vrai et établi que l'argent est nécessaire pour mener une campagne, pour réaliser certaines activités, il faut admettre également qu'il est susceptible d'écarter des candidats compétents faute de disposer de ce capital financier. Dans ce mélémélo, se dégage inopportunément un sentiment de corruption, d'achat de conscience, d'injustice et particulièrement chez les jeunes sans emplois et davantage désœuvrés.

Dans ce contexte socio-politique et économique où la circulation de l'argent a laissé apparaître une expression très populaire dans le jargon camerounais, le « farotage », qui signifie générosité financière spontanée manifestée en général lors des cérémonies et de grands événements. Ainsi, les cérémonies de Tegal où mariage en langue locale, les meetings politiques, les cérémonies d'installation des autorités etc sont les moments privilégiés du farotage. Cette pratique d'exhibition du capital financier s'étend aussi dans les associations collectives comme les tontines ou dans les comités de développement. Sur le plan local, il est généralement observé qu'après une cérémonie, l'élite politique particulièrement, est assailli par les griots qui chantent ses louanges à l'effet de se faire « faroter ». L'analyse du phénomène du farotage en lien avec l'action politique, contribue à maintenir les populations dans la nécessité permanente. Cette montée en puissance de l'argent dans notre société, pose un enjeu majeur sur le plan de la pratique politique en termes de conviction. Les partis politiques dans leur grande majorité admettent que l'argent occupe certes une place prépondérante dans le jeu politique, mais il est davantage mis en exergue par l'élite gouvernante ignorant au passage les notions d'éthiques et de morales. L'argent est utilisé pour acheter les consciences et les voix, ce qui est une manifestation notoire de la corruption. Dans ces conditions, le politique et les différents acteurs gagneraient à transcender cette pratique pour s'élever et mettre sur pied de véritables politiques

publiques de développement, en adéquation avec les aspirations de leurs administrés.

### ***II.3 L'ascension sociale sous contrôle de l'élite politique***

L'émergence d'un jeune dans quelques domaines que ce soient demeure plus ou moins observée sous prisme d'une impulsion politique. C'est en effet, comme si le mérite et l'effort personnel des individus restait tributaire de la volonté de l'élite du village où de la communauté. C'est du moins ce qui explique la tendance à la paresse, à la cooptation, au parrainage, au lobbyings etc.. qui n'encourage plus les jeunes à rêver dans une ville où le lien ethno-religieux demeure encore bien puissant.

### **III. La politique à l'ère de la digitalisation**

L'ère du numérique constitue l'une des périodes les plus fondamentales de la transformation du monde après la révolution industrielle de 1789. Encore appelé ère de l'information, l'ère du numérique ou l'ère de l'informatique marque une période historique qui débute au milieu du XXe siècle et qui est caractérisée par un passage rapide de l'industrie traditionnelle établie par la révolution industrielle à une économie basée sur la technologie de l'information et de la communication (TIC). En réalité, le numérique fait référence à un ensemble de pratiques sociales, voire à un univers de réseaux complexes au travers desquels circulent des informations et des idées qui organisent la connaissance dans un monde devenu village planétaire. C'est au début des années 2000 que ces « dynamiques du dehors » rentrent et bousculent le comportement et les attitudes des camerounais. Il s'agit d'une véritable culture qui prend en compte les enjeux sociaux, éthiques et politiques. A cet effet, le champ politique à travers cet instrument de communication, l'on observe que les différents acteurs développent de nouvelles stratégies politiques sur le terrain.

#### ***III.1. Modernisation du marketing politique***

Les Technologies de l'Information et de la Communication ont ce potentiel de changer significativement la façon de mobiliser les citoyens de nos jours. Pour certains auteurs, la mobilisation

partisane en ligne est perçue comme non légitime ou du moins comme une version moins importante et moins efficace qu'une mobilisation hors ligne. Le déploiement des stratégies de communication politique et électorale demeure intimement lié au développement des technologies de communication aujourd'hui. Les partis politiques et les élites politiques les utilisent en vue de maximiser leurs chances de succès à l'occasion des différents scrutins par exemple. La dématérialisation progressive de l'interaction entre citoyens et leaders politiques est consécutive de la transformation du monde par le numérique. Plus besoin toujours de se déplacer en permanence, certains leaders politiques à travers des posts et des twettes etc.. parviennent à échanger avec leur base, à faire passer leur communication, à convaincre les indécis. Les grandes affiches et banderoles que l'on retrouve le long des artères ont certes leur place, mais à travers les réseaux sociaux, les images captent davantage l'attention tant les esprits restés figés devant les téléphones à longueur de journée.

### *III.2. La gouvernance électorale*

La gouvernance électorale renvoie à la transparence et à la bonne gestion d'un processus électorale. Généralement évaluée par des organisations comme Transparency International où l'Open Government Partnership, la gouvernance de manière générale constituent des normes internationales qui peuvent d'ailleurs faire l'objet d'une évaluation. Au Cameroun, le concept de « transparence » dans la gestion des affaires est presque devenu un slogan politique creux, un argument politique majeur de l'élite politique dirigeante auprès de l'électorat et notamment des citoyens. C'est régulièrement les récriminations que font la société civile et certains acteurs politiques avertis à l'endroit des gouvernants à l'issu des scrutins organisés dans ce pays. Les contentieux post-électorales permanent en sont une illustration évidente.

Nous avons du mal à croire à la sincérité de nos dirigeants concernant l'organisation transparente du scrutin dans la mesure où l'ensemble des membres d'Elecam sont issus du Rdpc parti au pouvoir. Comment dans ces conditions, ils peuvent avouer et reconnaître la victoire de l'opposition ? Nos militants de plus en plus n'y croient plus, mais on espère

désormais que internet va les dévoiler. (Entretien avec un leader de parti politique, Maroua, 12 juillet 2023).

La transparence dans la gouvernance, dans le management, dans l'organisation des élections ect.. constituent les aspirations permanentes des acteurs politiques au Cameroun surtout de l'opposition. C'est l'implémentation qui semble-t-il est assez difficile sur le terrain. Les frontières de cette transparence en constante évolution dépendent de la volonté politique des acteurs, de la pression de la société civile, mais aussi de l'influence des médias aujourd'hui. Il n'est pas superflu de rappeler en cette circonstance qu'il existe au Cameroun sur le plan formel et institutionnel, plusieurs organes en charge d'œuvrer pour la transparence, et donc de lutter contre la corruption et les abus. L'on peut évoquer ainsi la Commission Nationale de lutte contre la Corruption, (CONAC), l'Agence Nationale d'Investigation Financière (ANIF) etc... A l'observation, certains édifices administratifs disposent des boîtes à suggestions et des observatoires avec des numéros téléphoniques verts aux fins de dénonciations des actes de corruptions. Sur le plan politique, Elecama, au regard de la composition de ses membres, malgré les principes objectives qui guident leurs actions, demeure aux yeux de l'opinion questionnable. Selon nos enquêtes sur le terrain, plusieurs citoyens ont tendance à confondre Elecama (organe en charge de l'organisation des élections) au Rdpc parti politique au pouvoir. Cette suspicion est de nature à décourager plusieurs citoyens à participer aux différents scrutins.

Chaque que fois que nous nous déployons sur le terrain pour effectuer les enrôlements biométriques, nous avons toujours cette question des électeurs qui nous revient. Entre Elecama et le Rdpc n'est-ce-pas la même chose ? Un citoyen me disait d'ailleurs que le Rdpc et Elecama c'est le père et le fils. (Entretien avec un responsable d'Elecama, Maroua, le 20 avril 2022).

➤ Les débats sur l'alternance politique, sur l'intérêt général se pose également dans un contexte de gouvernance électorale remise en question. L'alternance politique est un sujet qui, en dépit d'un traitement médiatique constant, est devenu quasiment banal au gré des épisodes électoraux. La longévité des hommes politiques au

pouvoir, mieux de la classe politique sans véritable rupture, est de nature à créer une sclérose, une lassitude aux yeux des citoyens et donc des tensions, voire des crises interminables. L’alternance politique, sujet éminemment politique, ne fait pas toujours l’objet de débat public et même à l’intérieur des formations politiques, mais en réalité constitue une problématique centrale en démocratie. Depuis que je suis né, c’est les mêmes têtes de dirigeants que je vois à la télévision et on nous demande toujours d’aller voter. J’ai 46 ans aujourd’hui et je risque prendre encore ma retraite avant ces vieux actuellement au pouvoir. (Entretien avec un enseignant, 46 ans, Maroua, 17 Août 2023).

L’intérêt général comme pilier de gouvernance électorale au cœur de la pensée politique des veilles démocraties figure dans tous les discours des acteurs politiques aujourd’hui. Cette notion qui donne lieu à de multiples interprétations, est-elle toujours d’actualité est-on tenté de nous poser la question ? Lorsque l’on observe de près notre société, plusieurs dérives telles le favoritisme, le tribalisme, la corruption, les détournements des biens publics, l’égoïsme, l’égocentrisme etc où l’idée de l’intérêt général a progressivement supplanté la morale qui, jusque-là constituait la fin ultime de la vie sociale. L’intérêt général, exige finalement le dépassement des intérêts particuliers. De ce point de vue, l’élite politique dirigeante par qui et en qui est fondé toute la charge de garantir le bien-être de tous, demeure la véritable responsable des dérives observées. Le développement exponentiel de la corruption, des détournements de fonds publics, etc...sont l’expression d’une société en dérive où l’intérêt général semble être mis en berne. Le retard qu’accuse le développement de la ville de Maroua au-delà des effets causés par la secte boko haram depuis 2014, est d’abord et avant tout le manque de solidarité et l’égoïsme de l’élite politique locale qui place ses intérêts au-dessus de l’intérêt des populations. Le piétinement dans la construction définitive de l’Université de Maroua en est une parfaite illustration de l’égoïsme des acteurs après plus d’une quinzaine d’année de sa création.

### **III.3. Influence des acteurs nouveaux**

Partant du fait que la politique touche à tout et que tout est politique par ailleurs, l'interaction entre les acteurs classiques que sont leaders de partis politiques, chefs traditionnels, acteurs de la société civile, leaders des différents segments communautaires, reste marquée par un jeu d'influence à la fois vertical et horizontal. Cette influence s'exerce dans tous les cercles bien fermés du pouvoir politique central où plusieurs chapelles ésotériques s'affrontent et se neutralisent pour le contrôle de ce pouvoir.

#### **➤ Les lobbyings**

Le lobbying est une stratégie menée par un groupe d'intérêt, groupe de pression ou groupe d'influence, appartenant à un même secteur d'activité professionnelle et cherchant à défendre ses propres intérêts auprès des décideurs politiques. Le lobbying est aujourd'hui assimilé à toute activité d'influence des décideurs publics par un groupe d'intérêt ou groupe de pression. De ce point de vue, l'élite politico-économique et même intellectuelle participe à juste titre à le faire prospérer tant elles influent et orientent la participation politiques des jeunes notamment. Ce jeu s'explique par la volonté de développer des pratiques de corruption, mais aussi de manière plus large par l'utilisation et l'entretien des relations personnelles à diverses fins. Leur but est alors soit de favoriser des proches à travers des appuis financier notamment et le plan triennal spécial jeune (PTS) mis en œuvre par le gouvernement camerounais pour financer les projets des jeunes en est une parfaite illustration. Pour bénéficier de cet appui gouvernemental, il faut être introduit où proche des cercles de pouvoirs, à défaut d'avoir un parrain politique car comme il se dit prosaïquement dans le jargon camerounais « pour être quelqu'un, il faut avoir quelqu'un quelque part où être derrière quelqu'un ».

### **III.4. L'émergence des influenceurs politiques**

Un influenceur est une personne qui, grâce à son exposition sur internet particulièrement, exerce une influence sur les internautes qui le suivent et sur leurs décisions. Les influenceurs sont donc par exemple ces relais, ces intermédiaires entre leaders politiques et partisans. Le boom des réseaux sociaux et des blogs dans les années 2000, a fait apparaître ce nouveau type d'acteurs politiques au

Cameroun même si leurs actions ne sont toujours pas bien comprises des populations. Les stratégies d'influence apparaissent dès lors comme des moyens de mobiliser un l'électorat disparate et volatile. Les influenceurs politiques de plus en plus nombreux sur internet se concentrent sur des décriptages pour la plupart politiques et bien orientés, tant pour le compte du parti au pouvoir que pour les acteurs politiques de l'opposition.

Le développement des technologies de communication couplé au multipartisme, voire à la démocratie, laisse observer désormais que la politique en soi est redevenue factice et que le paradigme électif a muté d'un modèle d'élection « sans choix » (Sindjoun, 1997) à un modèle d'élection concurrentielle où tous les supports sont mis à contribution. Ainsi au regard des choix médiatiques multiformes, l'on a observé que lors les élections présidentielles de 2018 par exemple au Cameroun, la plupart des candidats ont mis à contribution ces intermédiaires que sont les influenceurs pour convaincre certains indécis. Les jeunes particulièrement affectionnent les réseaux sociaux et les différentes plates-formes numériques.

#### **IV. Les acteurs institutionnels**

##### ***IV.1. Elecam, acteurs et enjeux***

Les élections constituent des moments importants dans une démocratie, ils sont aussi l'occasion et le moyen d'expression par excellence du pouvoir du peuple. Au Cameroun, c'est Elecam (Election Cameroon) qui est l'organe chargé de l'organisation, de la gestion, et de la supervision de l'ensemble du processus électoral. La création de cette structure huit ans après l'Observatoire National des Elections du Cameroun (Onel), s'est posé avec acuité dès le lendemain des résultats des élections présidentielles de 1997. Outre l'ouverture des inscriptions sur les listes électorales portée par Elecam qui, aujourd'hui est biométrique il faut le rappeler, la question de la transparence et de l'intégrité morale des acteurs qui sous-tendent ce processus est de plus en plus remise en question. L'introduction de la biométrie dans le processus électoral est certes une avancée notable dans l'identification des personnes en âge de voter, mais c'est la qualité morale, intègre et impartiale des

personnels d'Elecam qui est problématique. En effet, elle permet de singulariser chaque électeur tout en réduisant les inscriptions multiples où des doublons qui constituent dans de nombreux cas, un obstacle à la transparence des élections entre autres.

La décentralisation des postes d'identification à l'effet de susciter l'établissement des Cartes Nationales d'Identités aux citoyens dans l'arrière-pays, ainsi que de nombreuses antennes communales Elecam dans chaque arrondissement sont de nature à encourager la participation politique des jeunes. Les campagnes de proximité s'agissant des inscriptions sur les listes électorales ont permis selon Elecam en fin d'année 2021, au niveau de Maroua 1<sup>er</sup> par exemple d'enregistrer 90 % de jeunes en âge de voter (chef d'antenne Elecam Maroua 1<sup>er</sup>), tandis qu'au niveau de Maroua 2<sup>ème</sup>, l'on a dépassé les 70% de jeunes enrôlés à la même période (chef d'antenne Maroua 2<sup>ème</sup>). En revanche, pour un responsable local d'un parti politique de l'opposition à Maroua, si les autorités veulent que les Camerounais s'inscrivent massivement, il faut davantage rendre gratuite l'établissement des actes de naissance et la Carte Nationale d'Identité pour tous les Camerounais.

#### ***IV.2. Le Conseil National de la Jeunesse (CNJ)***

Il s'agit d'un observatoire dédié à rassembler les jeunes âgés entre 18 et 35 ans pour des idéaux de citoyenneté responsable avec bien évidemment quelques appuis divers assorties des conditionnalités. Sous la supervision du Ministère Camerounais de la jeunesse et de l'éducation civique, cet observatoire apparait de plus en plus comme un instrument politique au regard de son fonctionnement. Pour juguler le taux de chômage au Cameroun selon l'Institut Nationale de la Statistique qui est de l'ordre de 6,1%, (INS, 2021), une chose est de créer et de multiplier les structures d'encadrement et d'accompagnement des jeunes à l'auto-emploi, une autre et la plus complexe d'ailleurs est de financer ces projets. Partant du Projet d'Appui à la Jeunesse Urbaine et Rurale (PAJERU) au début des années 2000, jusqu'au plan triennal spécial jeune (PTS) aujourd'hui, l'on observe qu'effectivement il y'à des jeunes qui bénéficient d'appui financier important pour réaliser leurs projets, mais également selon certains analystes, la clé de répartition et le mode de

sélection sont fonctions de plusieurs paramètres informels, discriminatoires et politiques. Pour le cas de certains jeunes de la ville de Maroua ayant souscrits au financement de leurs projets notamment dans le cadre de ce programme, la tendance générale est celle qu'il faille appartenir ou prêcher pour la chapelle du parti au pouvoir comme conditionnalités informelles.

Après avoir mis sur pied mon projet et soumis celui-ci pour son financement à l'observatoire national de la jeunesse, ils m'ont dit d'emblée que si mon projet est retenu, je dois laisser 10% du montant sollicité sans que je sache pourquoi. Devant ce refus, l'on m'a demandé de quel parti politique je milite et qui m'envoie vers eux ? Autrement dit, qui est derrière moi comme on le dit prosaïquement au Cameroun. (Entretien réalisé avec un jeune ayant soumis son projet, 31 ans, Maroua, 15/07/2023).

Dans un tel environnement, comment les citoyens sans moyens, sans parrains politiques, peuvent-ils s'émanciper et avoir confiance en leurs élites politiques ? Le politique tient ainsi sa jeunesse nécessaire afin de la coopter généralement dans des réseaux ésotériques, car comme on le sait, c'est celui qui donne qui commande..

#### ***IV.3. Les associations ethno-communautaires***

Si l'on considère les associations comme les maillons importants pour la consolidation de la démocratie, l'intérêt de prendre cette composante institutionnelle dans l'analyse de la mobilisation partisane n'est plus à démontrer tant elles constituent même l'essence de la démocratie. La notion d'association renvoie dans un sens large à tout regroupement de personnes au sein d'une collectivité territoriale donnée qui, ayant un certain nombre de valeurs à promouvoir œuvre pour la défense de leurs intérêts particuliers. Un autre angle de l'analyse est qu'à partir de là, l'on interroge l'impact de ces dynamiques associatives dans un contexte de promotion de la politique « par le bas ». Le besoin de se sentir avec les siens afin de promouvoir sa culture est en soi une action positive du point de vue social. Cependant, le constate qui se dégage au fil du temps, c'est que sous la bannière culturelle, les associations dans leurs immenses majorités, virent à trois cent degré vers la sensibilisation et à la

promotion d'un leadership politique. C'est d'ailleurs ce que relève Djaligué et al., évoquant le cas de l'associations culturelle Guiziga (A.C.GUI) à Maroua qui, par extrapolation reflète l'image d'autres entités :

« La lutte d'influence qui s'est posée au sein de la communauté *Guiziga*, particulièrement à Maroua, opposant les fils et filles *Guiziga*. Chacun voulant voir sa progéniture se hisser au-devant de la scène, pose des stratagèmes pour annihiler les efforts communs, ils ont ouvert un autre front en interne, fragilisant et divisant ainsi cette communauté » (Djaligué, Oumarou, *et al.*, 2021)

La floraison des memoranda que l'on observe aujourd'hui épouse cette posture revendicatrice du « gâteau national » par les communautés non pas surtout de la base, mais davantage pour l'intérêt de l'élite politique local. Dans ce contexte, l'ethnie et la tribu apparaissent comme des leviers aux enjeux essentiels, surtout dans un pays comme le Cameroun où cohabitent plus de deux cinquante groupes ethniques. Une prise en compte de tous ces différents segments communautaires constituent un enjeu politique majeur dans la construction et la consolidation de la démocratie.

## Conclusion

Au terme de cette étude, il a été question pour nous d'analyser et de mettre en exergue l'impact des nouveaux medias en lien avec le changement de paradigmes de l'élite politique observé aujourd'hui au Cameroun en termes de gouvernance de manière générale. Il ressort de cette analyse que les acteurs politiques qui, hier en l'absence d'un champ médiatique pluriel, diversifié et multiforme, se sont illustrées par des pratiques peu orthodoxes dans la gouvernance électorale pour se maintenir au pouvoir. Le phénomène des charters ayant prospéré quasiment pendant près de deux décennies dès l'avènement du multipartisme en 1990, a été pris de cours depuis les années 2000 par ce que Balandier appelle les « dynamiques de dehors ». L'ère du numérique avec les réseaux sociaux ont fondamentalement changé les stratégies de mobilisation partisane, les comportements et la gouvernance électorale et politique, à contribuer à l'éveil de conscience des masses etc..

L'omniprésence des NTIC notamment en matière d'information a contraint les acteurs politiques et même l'ensemble du corps social à un réajustement, à de nouveaux paradigmes en matière de vision et de gestion. Le défis et les enjeux futurs pensons-nous est de canaliser dans le sens de la promotion du développement ces instruments de communication en vue de maintenir la cohésion sociale.

## Références bibliographiques

Balandier Georges (1986), *Sens et Puissance, les dynamiques sociales*, Paris, PUF

Beaud Stéphane et Weber Florence (1997), *Guide de l'enquêteur de terrain*, Paris, La Découverte.

Beaud Michel, (2006), *L'Art de la thèse*. La Découverte, Paris, nouvelle édition,

Bucrep : Bureau central de recensement de la population

Djaligué oumarou, tchinabi Pierre, Ada djabou (2021), *Renaissance culturelle Guiziga, état des lieux et perspectives*, Paris, l'Harmattan

Durkheim Emile (1979), *Les règles de la méthode sociologique*, Paris, P.U.F 14e Ed

Loi n° 90/053/ du 19 décembre 1990 portant sur la liberté d'association au Cameroun,

Loi n° 90/056 du 19 Décembre 1990 portant sur la création des partis politiques au Cameroun.

Loubet Del Bayle Jean-Louis (2000), *Initiation aux méthodes des Sciences Sociales*, Paris Montréal, L'Harmattan.

Nna Mathurin (2001), « Le paradigme de la minorité politique au Cameroun : stratégie d'intégration ou d'exclusion politiques de la jeunesse », In Revue Juridique et Politique, Indépendance et Coopération, n°1-2001

Rapport des Nations Unies, commission économique pour l'Afrique « l'Afrique, sa jeunesse et ses perspectives de développement inclusif », 2017, n° 70

Rapport principal, élaboration du Schéma d'Aménagement et de Développement durable du Territoire de la Région de l'Extrême-nord, Rainbaw, 2019

Sindjoun Luc (1997), *Le paradigme de la compétition électorale dans la vie politique : entre tradition de monopole politique*, Paris, L'Harmattan

Tchoupie, (2004), « *L'ouest dans la conjoncture de libéralisation politique au Cameroun (1990-2004). Genèse et usages socio-politiques contextuels d'un champ régional* » Thèse de doctorat, Université de Yaoundé 2-Soa

Yu Zhang (2006), « *Decoding information from noisy, redundant, and intentionally distorted sources. Physica A : Statistical Mechanics and Its Applications* », 371, n° 2